



À Bobigny, le 14 mars 2023

Appel de l'AG éducation du 14 mars Dans l'éducation, avec les autres secteurs en lutte : Ne lâchons rien jusqu'au retrait !

Depuis le 19 janvier, la très forte mobilisation des travailleur·ses des secteurs public comme privé, de la jeunesse, des chômeur·ses, soutenu·es par une écrasante majorité de la population, a confirmé la très forte détermination en faveur du retrait total du projet de réforme des retraites présenté par le gouvernement. La journée de grève et de manifestation du 7 mars contre la réforme des retraites à l'appel de l'intersyndicale interprofessionnelle et éducation a été une nouvelle démonstration de force. Les succès de la grève féministe et des manifestations du 8 mars ont été historiques et ont marqué notre refus de cette réforme qui marque aussi, spécifiquement, des régressions pour les droits des femmes.

Le pays a bien été mis à l'arrêt, et des grèves reconductibles ont été lancées par les salarié·es et leurs syndicats dans de nombreux secteurs stratégiques et se poursuivent notamment à la SNCF, les transports urbain dont la RATP, les mines-énergie, les ports et dock, la chimie, les éboueurs et les égoutiers...

Les personnels des écoles, établissements et services de l'Éducation nationale ont été fortement mobilisé·es ces dernières semaines avec des journées de grève majoritaire. Les personnels ont fait la démonstration d'un rejet massif du projet de réforme et de leur force collective.

Dans le même temps, le gouvernement multiplie les provocations à l'égard des personnels de l'éducation : revalorisations insuffisantes dans le cadre du « socle », missions supplémentaires inacceptables dans le cadre du « pacte », de nouvelles suppressions de postes qui auront des conséquences scandaleuses. Nous rappelons également que cette mobilisation s'ancre dans un contexte plus large de destruction du service public d'éducation (réforme du collège, lycées pro, suppression de la technologie en 6^e, DHG toujours trop basses, 200 fermetures de classes dans les écoles du département, manque d'AESH...). Dans un contexte d'inflation galopante, nous exigeons une revalorisation générale et sans contreparties des salaires de l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale, en particulier les personnels les plus précaires (AESH, AED). Nous exigeons également le retour des épreuves de baccalauréat en juin.

Chacun.e le sait, la période est décisive, il n'y aura pas de grève par procuration. Pour pouvoir gagner, l'éducation aussi doit rejoindre plus massivement les secteurs en lutte.

L'heure est à l'organisation du blocage du pays, partout et à tous les niveaux. La lutte peut être victorieuse même après une éventuelle adoption de la loi par l'assemblée, comme ce fut le cas en 2006 sur le CPE. A l'unanimité des 37 présent·es, travailleur·ses dans 35 établissements et écoles du département, l'AG appelle :

- à se mettre massivement en grève et à manifester le 15 mars ;
- à poursuivre la grève le 16 mars, jour probable de vote à l'AN ou d'usage du 49.3, pour exprimer notre détermination et à participer à toutes les actions de blocage ou manifestations organisées ce jour-là ;
- à participer aux initiatives de soutien à la grève (soirées, caisses,...) ;
- à la grève lors des épreuves de spécialité du 20 au 22 mars et à rejoindre les piquets de grève devant les lycées ;
- à voter la reconduction de la grève dans les AG d'établissement et de ville à partir du 20 mars ;
- à une nouvelle AG éducation 93 le lundi 20 mars à 18h (Bobigny).

AG Éducation 93 le lundi 20 mars à 18h

Bourse départementale du travail – 1, place de la libération (Bobigny)